

## **L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE AMÉRIQUE QUÉBEC (QUÉBEC)**

**DU 12 AU 14 JUILLET 1995**

La XIIe Session de l'assemblée régionale Amérique de l'AIFLF s'est réunie à Québec du 12 au 14 juillet derniers, sous la présidence de M. Gérald Clavette, chargé de mission Amérique

Rassemblés dans le cadre de la XXIe Session ordinaire de l'AIFLF, les parlementaires provenant de diverses régions francophones d'Amérique ont choisi de se réunir en assemblée régionale à Québec du 12 au 14 juillet 1995.

La XIIe Session de l'assemblée régionale a ainsi réuni huit sections de la Région Amérique, pour un total de quarante-deux délégués (Canada, Île-du-Prince-Édouard, Louisiane, Maine, Manitoba, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Québec. Les sections de l'Ontario et d'Haïti n'étaient pas représentées). Elle était précédée de la réunion biannuelle de la Conférence des présidents de section où ces derniers ont pris connaissance du rapport d'activité du chargé de mission, du suivi des résolutions de la XIe Session, de la prochaine mission régionale en Haïti, d'un plan pour les anciens parlementaires de la Région et du 9e numéro du Bulletin Amérique.

L'assemblée régionale était heureuse d'accueillir le chargé de mission Europe, M. Philippe Charlier, et le vice-président de l'AIFLF, M. Yvon Biefnot. Assistaient également à titre d'observateurs, le chargé de mission Amérique sortant, M. Jean Poirier, un représentant de la Colombie-Britannique, le député Jan Pullinger, un représentant de l'Alberta, le député Paul Langevin, et un représentant de Sainte-Lucie, le président de l'Assemblée nationale, M. Wilfred St-Clair Daniel. De plus, les dirigeants de cinq organismes francophones d'Amérique, directement concernés par les thèmes de discussion abordés, participaient à la réunion.

Les travaux de l'assemblée régionale ont été présidés par le chargé de mission Amérique et président de la section du Nouveau-Brunswick, M. Gérald Clavette. La XIIe Session a débuté avec les discours d'ouverture prononcés par le président délégué de la section du Québec, M. André Boulerice, qui a souhaité la bienvenue aux délégués et particulièrement à la nouvelle section de l'Île-du-Prince-Édouard. Le premier vice-président de l'AIFLF et président de la section canadienne, M. Jean-Robert Gauthier, a également prononcé une allocution et a mis l'accent sur l'importance d'apporter une aide à la section d'Haïti dans la mise sur pied de son système parlementaire. Enfin, M. Gérald Clavette a présenté un rapport détaillé des activités de la Région Amérique durant la dernière année.

L'assemblée régionale a ensuite entrepris l'étude des trois thèmes choisis pour la XIIe Session:

- le bilan de la participation de la Région Amérique aux missions d'observation d'élections et aux séminaires parlementaires;
- l'avenir des contenus francophones dans les médias électroniques d'Amérique;
- la francophonie d'Amérique à l'heure de l'autoroute électronique.

Le président délégué de la section du Québec, M. André Boulerice, a présidé la première séance de travail sur le bilan de la participation de la Région Amérique aux missions d'observation d'élections et aux séminaires parlementaires. Il rappela que dix-sept missions d'observation de la Francophonie avaient eu lieu depuis trois ans, à l'occasion d'élections présidentielles ou législatives tenues dans onze pays d'Afrique et de l'Océan indien. Une douzaine de parlementaires provenant de six sections de la Région Amérique y ont pris part.

L'assemblée a entendu les interventions de huit parlementaires issus de six sections ayant participé à des missions d'observation ou à des séminaires parlementaires qui ont tour à tour présenté un compte rendu et un bilan de leur expérience personnelle.

On nota en premier lieu l'importance qu'accordent les parlementaires de la Région Amérique à leur participation aux missions d'observation d'élections et aux séminaires parlementaires de l'AIPLF, aux connaissances qu'ils en retirent et à la réflexion en découlant sur leur propre pratique démocratique.

Concernant les missions d'observation d'élections, les commentaires formulés portèrent sur le manque de préparation adéquate et la nécessité de tenir une session d'information préparatoire permettant aux parlementaires de bien remplir leur mandat; sur la nécessité de réaliser les missions dans des délais raisonnables à la suite de missions exploratoires; sur l'affirmation du caractère politique de leur participation et le devoir de rendre publiques leurs conclusions; et sur le problème des délais d'organisation et d'invitation des parlementaires aux missions.

Concernant les trois séminaires d'échanges et d'information décentralisés qui eurent lieu en République centrafricaine, au Togo et au Mali, il y eut consensus sur le cadre actuel dans lequel ces séminaires sont organisés, tant en ce qui concerne la répartition géographique des participants et des conférenciers qu'à l'égard de la forme (alternance de séances plénières et d'ateliers de discussion). On souligna l'importance de continuer la formule selon laquelle les trois régions de l'AIPLF sont invitées à déléguer trois conférenciers à chacun des séminaires ainsi que le besoin de formation préparatoire aux parlementaires invités à titre de conférencier.

La deuxième séance de travail était présidée par l'honorable Jean-Robert Gauthier, président de la section canadienne. Celui-ci a ouvert les travaux en exposant la problématique de l'avenir du contenu français dans les médias électroniques de plus en plus déréglementés en Amérique. Il rappela que le progrès technologique engendre une révolution en matière de télédiffusion et de radiodiffusion, en particulier avec l'arrivée de la compression numérique et son application aux satellites de diffusion, ce qui signifie accès à un très grand nombre de canaux dont le contenu échappe aux contrôles.

Un parlementaire de chacune des huit sections brossa ensuite un tableau exhaustif de la situation dans sa province ou son État, dans le domaine des médias électroniques. De plus, les dirigeants de TV5 et d'organismes porte-parole francophones d'Amérique présentèrent leurs réalisations et leurs préoccupations en matière de communications.

Un débat s'est engagé au cours duquel on discuta des menaces que fait peser sur la culture francophone la venue des nouvelles technologies. On nota que les francophones d'Amérique ont un défi de taille à relever, mais qu'ils disposent d'outils pour le faire. On souligna l'importance de maintenir la transmission et possiblement d'élargir à l'ensemble de la Région Amérique l'aire de diffusion du service continu de Radio-Canada, de RDI et de la chaîne internationale TV5; de développer des stations de radio communautaire partout en régions francophones étant donné leur succès; et de redéfinir les mandats de diverses institutions gouvernementales du secteur des médias électroniques pour assurer un cadre propre au développement des contenus francophones (ex.: Société Radio-Canada, TV5, Téléfilm, Radio-Québec, TV Ontario).

Les discussions portèrent de plus sur la nécessité de continuer à réglementer la circulation des produits culturels afin de protéger le contenu francophone; de viser à élargir le marché des produits francophones grâce à l'exportation et à l'innovation; et de miser sur le caractère distinctif du contenu de la production francophone d'Amérique.

En ce qui concerne le troisième thème sur la francophonie d'Amérique à l'heure de l'autoroute électronique, présidé par M. Gérald Clavette, chargé de mission Amérique, les présentations des parlementaires de chaque section et des représentants d'organismes ont porté principalement sur les réseaux existants et sur la façon dont ces derniers répondent aux besoins culturels, économiques et sociaux des francophones dans les diverses régions de l'Amérique.

De Acadiana FreeNet en Louisiane à SchoolNet au Manitoba, on a constaté que l'autoroute de l'information engendre des enjeux importants auxquels sont confrontés les francophones d'Amérique principalement en ce qui a trait à l'anglicisation des nouvelles technologies de communication. En effet, les nouvelles applications actuellement utilisées sur l'autoroute électronique de l'information sont essentiellement produites à base de logiciels anglais conçus en grande partie aux États-Unis.

On a réitéré le fait que la francophonie d'Amérique a beaucoup à gagner en se dirigeant vers le chemin de l'autoroute de l'information et que l'avènement des nouvelles technologies contribuera à briser l'isolement des francophones et à favoriser leur essor sur les plans économique, social et culturel. On a ainsi jugé primordial que les services et l'information soient disponibles en français et accessibles aux francophones qui demeurent dans les régions éloignées; que l'infrastructure nécessaire soit mise en place dans ces régions; et que les coûts d'accès et d'utilisation soient abordables.

Les parlementaires ont constaté la nécessité d'intervenir auprès des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et des États d'Amérique qui sont les principaux responsables de la mise en oeuvre des services en français, afin qu'ils prennent les mesures requises pour que l'autoroute de l'information relie les principaux organismes et institutions qui interviennent en francophonie d'Amérique et pour qu'ils assurent le développement de contenus francophones, en particulier en ce qui a trait aux services gouvernementaux, à l'éducation, à la santé, aux services sociaux, à la culture et aux communications.

La clôture des travaux fut marquée par deux allocutions prononcées par MM. Gérald Clavette du Nouveau-Brunswick et André Boulerice du Québec. La famille des parlementaires francophones d'Amérique se donna rendez-vous à l'Île-du-Prince-Édouard, à l'été 1996, pour la XIIIe Session de l'assemblée régionale.

**Marie-Hélène Bergeron**

**Secrétariat de la Région Amérique de l'AIFLF**